Pressespiegel = Reflets de presse

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association Suisse des Electriciens, de l'Association des Entreprises électriques suisses**

Band (Jahr): **70 (1979)**

Heft 20

PDF erstellt am: **23.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Im Gegensatz zu einem bereits letztes Jahr fertiggestellten Elektroauto, das aus marktüblichen Teilen zusammengebaut wurde, ist das ETV-1 von Grund auf neu konzipiert und besteht aus speziell entwickelten Bestandteilen.

Grössere Reichweite und Geschwindigkeit

Die Reichweite liegt rund anderthalbmal höher als bei bisherigen Elektroautos. Mit vier Passagieren kommt das ETV-1, je nach Fahrweise, 110 bis 180 Kilometer weit, bevor ein Nachladen oder ein Wechsel der Batterien fällig wird. Der vorwiegend für den Stadtverkehr ausgelegte Wagen erreicht immerhin eine Geschwindigkeit von rund 100 Kilometern pro Stunde. Der Elektrowagen läuft leise und vibrationsfrei. Beim Abbremsen wird elektrischer Strom gewonnen, der zum Laden der Batterien dient. Der Schutz der Passagiere wäre selbst beim Aufprall des Autos gegen eine Betonmauer mit 50 Stundenkilometern hinreichend, wie ein erfolgreicher Test gezeigt hat.

Keine höheren Kosten

Bis 1985 könnte nach Vorstellungen der General Electric das modernste Elektroauto auf heutiger Preisbasis zu 6400 Dollars in Serien produziert werden. Bei der geplanten Lebensdauer von zehn Jahren würden die Betriebskosten etwa gleich hoch liegen wie bei einem Auto mit Verbrennungsmotor.

Erst im Planungsstadium befindet sich die nächste Generation fortgeschrittener Autos. Ebenfalls im Auftrage des amerikanischen Energieministeriums entwerfen General Electric und weitere Unternehmen gegenwärtig ein «Hybrid»-Auto, das sowohl einen Elektromotor als auch einen Verbrennungsmotor zum Antrieb verwendet.

Pressespiegel – Reflets de presse

Diese Rubrik umfasst Veröffentlichungen (teilweise auszugsweise) in Tageszeitungen und Zeitschriften über energiewirtschaftliche und energiepolitische Themen. Sie decken sich nicht in jedem Fall mit der Meinung der Redaktion.

Cette rubrique résume (en partie sous forme d'extraits) des articles parus dans les quotidiens et périodiques sur des sujets touchant à l'économie ou à la politique énergétiques sans pour autant refléter toujours l'opinion de la rédaction.

Stockage des déchets nucléaires: la recherche de sites va démarrer

Berne (Jean Ryniker). – 200 millions de francs seront consacrés – d'ici 1985 – par la CEDRA à un programme de recherches et de développement sur la gestion des déchets nucléaires. Huit à douze forages d'essai allant à des profondeurs de 1000 à 3000 mètres sont prévus, ainsi qu'une douzaine d'autres jusqu'à 500 mètres. Des galeries de sondage longues de «quelques centaines de mètres à 1500 mètres» doivent être creusées. Des recherches en laboratoire seront déplacées sur le terrain. Il est question d'aménager un laboratoire souterrain en montagne.

Où ces sondages, ces forages d'essai se feront-ils? Rudolf Rometsch, président de la CEDRA (Coopérative nationale pour l'entreposage de déchets radioactifs – constituée aux $^6/_7$ par les compagnies d'électricité, pour $^1/_2$ par la Confédération) l'annonce: «Cet hiver nous ferons connaître une série de sites où nous avons l'intention de procéder à des sondages».

Rudolf Rometsch précise: «Nous désirons que le public soit informé des forages d'essai non pas de haut en bas, mais inversement, suivant par là les us de notre pays et notre structure fédéraliste.» Les personnes directement concernées seront ainsi directement mises au courant. Avant toute décision, on discutera des démarches à suivre au sein même de la commune.

Exposition itinérante

«Nous veillerons à ce que les forages d'essai puissent se faire avec le consentement de tous ceux qui sont concernés et, dans la mesure du possible, nous tiendrons également compte des intérêts des minorités», ajoute M. Rometsch qui poursuit: «Il va de soi qu'après le propriétaire du terrain, la commune et le canton, le public sera à son tour informé.»

L'information du public vient de commencer à Berne. En effet, une exposition, montée par l'Office cantonal s'occupant d'expositions économiques et culturelles, est destinée à présenter – objectivement, autant que faire se peut – les faits et les données de la «gestion des déchets». Elle présente aussi la CEDRA et les travaux qu'elle entreprend dans le domaine géologique avec la collaboration d'Instituts universitaires de géologie ou de physique – notamment pour évaluer la vitesse de déplacement de l'eau dans les formations rocheuses.

Cette exposition – itinérante – ira à Olten, Bâle et Winterthour dans un premier temps et ailleurs par la suite. Elle sera peut-être traduite en français. Surtout: dans sa version intégrale ou abrégée, elle sera présentée aux populations qui seront directement intéressées par un projet de sondage.

1985: une échéance à tenir à tout prix

Ainsi que l'a déclaré M. Edouard Kiener, directeur de l'Office fédéral de l'énergie, il y a accord général sur la nécessité de gérer et de stocker de manière définitive les déchets et dans ce débat «la phase des affirmations appartient au passé». Partout on fait de vastes recherches, dont certaines portent leurs fruits, comme c'est le cas en Suède. En Suisse, on ne dispose encore d'aucun projet comparable. Or, d'ici 1985, il faudra disposer d'un projet garantissant la gestion sûre et le stockage définitif des déchets provenant des installations existantes – Beznau, Muehleberg, Goesgen et Leibstadt – ou à venir (Kaiseraugst, Graben et Verbois, éventuellement).

Sinon les autorisations de construire ne seront pas accordées et les autorisations d'exploiter deviendront caduques ...

«Tribune de Genève», Genève, le 22 septembre 1979

Quelle énergie pour quelle société?

Bientôt, le Parlement belge débattra d'énergie. En effet, pour la première fois, les options dans une affaire aussi vitale que l'énergie vont être définies démocratiquement.

C'est un tournant, car jusqu'à ce jour, les producteurs d'électricité, pivots d'un vaste lobby exerçant une puissance démesurée sur toute notre économie, étaient seuls juges de nos besoins, d'ailleurs astucieusement conditionnés par ces mêmes producteurs, dont les doctrines se résumaient en quelques clichés: dans une société avancée la consommation d'électricité «DOIT» doubler tous les dix ans, consommer plus, c'est vivre mieux ...

Les besoins étant créés, il fallait y adapter la production et choisir les moyens de l'assumer. Dans la ligne de cette «logique», le nucléaire a trouvé toute sa justification.

Dès lors, la spirale vicieuse s'enclenche: le nucléaire étant une technologie lourde, difficilement modulable (c'est-à-dire que l'on ne peut stopper immédiatement et qu'il faut du temps pour simplement ralentir) il va produire des kilowatts en quantité, même quand ils sont inutilisés (la nuit, par exemple). Puisqu'ils sont produits, il faudra les consommer et les producteurs ont plus d'un tour dans leurs alternateurs pour vous y inciter.

A continuer ainsi, le choix technologique s'imposera avec une évidence accrue: c'est l'escalade du nucléaire! Qui a pourtant ses limites, mais tant pis: pour le lobby, l'équation est toute simple. Il faut produire, faire consommer et gagner beaucoup d'argent.

Toutes les options des producteurs – qui n'ont pas été sans influencer les études des pouvoirs publics – s'inscrivent dans cette perspective et sont inspirées par des estimations basées essentiellement sur des habitudes de gaspillage.

Or, des études impartiales prouvent qu'il est possible de réduire la consommation sans pour autant comprimer le confort de vie. Le tout est de faire de meilleurs choix sociaux et économiques, de mettre en œuvre des matériaux moins énergétiques (le bois plutôt que l'aluminium dans la construction), d'éviter la fabrication de produits à vie réduite, irréparables et irrécupérables, de développer les transports en commun, de proscrire la funeste production d'emballages perdus (Sait-on que chaque fois que l'on jette une bouteille à la poubelle, cela représente un demi-litre de pétrole?), de réduire les gaspillages dans l'industrie et les services publics (nous perdons actuellement une partie du bénéfice de l'heure d'été parce que, en raison d'enclenchements automatiques, l'éclairage urbain s'allume une heure trop tôt et s'éteint une heure trop tard), de ne construire que des logements pourvus d'isolation ...

En un mot, il faut changer fondamentalement nos habitudes de vie, «débloquer» nos mentalités, structurées par des dizaines d'années de laxisme et d'insouciance.

Au-delà des choix technologiques, c'est tout d'abord un choix de société qui est posé. Il faudra des efforts et du temps, pour réaliser le bon choix.

D'ici là, on pourra parallèlement à une politique tous azimuts d'économies, mettre en œuvre des techniques nouvelles (en y consacrant les investissements destinés au nucléaire) mais aussi développer des centrales d'appoint aisément modulables, grâce à l'utilisation du gaz naturel.

S'il serait irréaliste d'arrêter ce qui existe en nucléaire et même de stopper les projets à très court terme, cette technologie ne peut plus nous être présentée comme inéluctable. Car il faut bien y revenir: bien plus que les dangers potentiels d'une centrale, il y a le redoutable problème des déchets et aucune technique vraiment fiable n'est encore en vue pour le résoudre puisque l'on est certain qu'à terme même les usines de retraitement deviendront des sources de contamination radioactive!

Problème de société? Problème de conscience aussi. Avons-nous le droit de léguer cet héritage empoisonné de plutonium aux générations de demain?

Dans le grand et salutaire débat qui va s'ouvrir, si nous pensions, tout simplement, à nos petits-enfants? *Paul Arnould*

«Le Peuple Valaisan», Sion, le 7 septembre 1979

In den Tagen, da die Eskalation der Jura-Frage durch die verantwortungslose Hetze von Béguelin und Konsorten mit grösster Sorge erfüllt, warten Kernkraftwerkgegner mit einer ebenso verwerflichen Geschmacklosigkeit auf. Das Nordwestschweizer Aktionskomitee gegen Atomkraftwerke und ein weiterer Anti-KKW-Klub drohen mit einem «zweiten Jura-Konflikt», falls das KKW Kaiseraugst gebaut werden sollte. Anti-KKW-Komiteeführer und Nationalrat Alexander Euler (Basel) ein zweiter Béguelin, mit dem er heute schon die Mitgliedschaft in der SP teilt? Eine üble Vision, die leider gar nicht so abwegig ist, weil Béguelin und Eulers Komitee dem nämlichen, unhaltbaren Demokratieverständnis anhangen und demokratische Entscheide nur so lange akzeptieren, als sie ihnen ins Konzept passen. Das KKW-Bewilligungsverfahren jedenfalls ist im Atomgesetz vorgezeichnet, und dieses Gesetz hat das Schweizervolk angenommen. Wer die Anwendung dieses Verfahrens durch Konfliktdrohung zu verhindern sucht, stellt unser ganzes demokratisches System in Frage.

«Aargauer Tagblatt», Aarau, 8. September 1979

Opposition genügt nicht

Es gibt unter unsern Zeitgenossen Leute und Parteien, die bei jeder sich bietenden Gelegenheit «in Opposition machen», als wäre alles, was uns die Technik beschert, ein Teufelswerk und daher zu verdammen. Opposition aber soll nicht ihretwillen heraufbeschworen werden, sondern mit einer vernünftigen Alternative belegt sein. Dass letztere aber in fast allen Fällen zu wünschen übriglässt, kann täglich im Blätterwald konstatiert werden.

Nehmen wir das ja höchst aktuelle «Energiethema» als Beispiel: Man ist gegen die Kernkraftwerke, gegen den Weiterausbau oder auch gegen die Neuerstellung von Wasserkraftwerken und schreit gleichzeitig, dass die bösen Regierungen es unterlassen hätten, brauchbare Alternativ-Energie-Projekte heranzuziehen. Einem konkreten Vorschlag ist man aber wohl bewusst aus dem Wege gegangen, weil man keinen hat, noch in der Lage wäre, einen hieb- und stichfesten vorzubringen. Es ist eben leichter, oberflächlich zu kritisieren und mit – aus ihrem Zusammenhang herausgerissenen – Zitaten von sogenannten Kapazitäten um sich zu werfen. Dabei denke ich an das Aktionskomitee gegen Ilanz I und II, von den gleichen Leuten heraufbeschworen, die vor nicht allzulanger Zeit sich auch gegen KK-Werke engagierten, und nun kommt gar die Partei und will gegen alle neuen Wasserkraftwerke einstehen. Gehen wohl diese Leute in Zukunft mit den Hühnern ins Bett, oder wollen sie mit der Dunkelheit ihre trüben Gedanken verschleiern? *Stefan Müller*

Leserbrief aus «Thurgauer Volkszeitung», Frauenfeld, 7. September 1979

La guerre au gaspillage

L'Office d'électricité de la Suisse romande (OFEL) propose cette année au Comptoir un stand construit autour du thème «Economisons l'énergie».

Le vernissage de cette exposition, qui s'est déroulé mercredi après-midi à Beaulieu, s'est enrichi de l'exposé du physicien Georges de Coulon qui présenta – dans le contexte économico-politique actuel – les structures de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), sa vocation et ses préoccupations dans un futur immédiat: les économies d'énergie notamment.

Auparavant, en tant qu'hôte, M. René Wintz, président de l'OFEL s'est adressé aux auditeurs pour présenter, entre autres, la future politique de l'office. A savoir: économiser et préserver les ressources; rechercher de nouvelles possibilités énergétiques; réduire la dépendance du pays au pétrole. «Les économies les plus importantes et les plus urgentes doivent être faites, selon M. Wintz, dans le secteur des produits pétroliers, 65 % de la consommation de ces derniers étant destiné à la production de chaleur.»

Selon l'orateur «nous ne souffrons actuellement pas d'une crise de l'énergie, mais d'une crise du pétrole, plus spécialement due au renchérissement considérable du prix des hydrocarbures, signe peut-être avant-coureur d'une seconde période difficile qui pourrait intervenir à la fin des ressources pétrolières et à l'occasion des premières ruptures sérieuses d'approvisionnement.»

Parlant également des énergies nouvelles (Soleil, énergies éolienne, géothermique, biogaz, etc.), le président de l'OFEL souligna que beaucoup de temps serait encore nécessaire pour qu'elles jouent un rôle significatif dans la couverture des besoins, particulièrement pour les pays comme le nôtre qui ne sont pas compris dans la «ceinture solaire».

Autre point fort de la cérémonie, la présentation en avant-première de la brochure éditée à l'intention des utilisateurs d'électricité de Suisse romande: «Trifasin vous éclaire.»

Cette publication s'efforce de mieux faire connaître l'électricité, les moyens nécessaires à sa production, les tarifs appliqués et les possibilités d'économie que son emploi – judicieux – permet de réaliser.

Elle informe, en outre, sur les tâches et les fonctions des distributeurs et sur les services qui sont à la disposition du consommateur. Au cours des vingt-huit pages illustrées «Trifasin» donne un conseil qui résume en fait toute la campagne contre le gaspillage: «N'enclenchez qu'au bon moment!»

«Tribune de Lausanne Le Matin», Lausanne, le 13 septembre 1979

«Das Problem geht alle an»

Mit verschiedenen Kundgebungen und einem Bulletin wollen die Zuger Atomkraftwerkgegner an die Öffentlichkeit treten. Am Freitagabend ging die Gründung der «Zuger Atomkraftwerkgegner» (ZAG) voraus. Die Grundlage des Vereins bildete die Plattform, in welcher ein Arbeitskonzept enthalten ist.

tg. Die Gründung des Vereins «Zuger Atomkraftwerkgegner» (ZAG) geht aus verschiedenen Anlässen rund um das Atomkraftwerkproblem hervor. Vor allem bei den beiden Atomgesetzen,

«Atominitiative» und dem «Revidierten Atomgesetz», hat sich eine grosse Gegnerschaft gebildet. Man wisse, dass viele Leute im Kanton Zug gegen Atomwerke seien, aber noch nicht zu einer Gruppierung zusammengefasst worden sind, gaben die Initianten bekannt. Aus diesem Umstand resultierte dann die Gründung des Vereins. Die Ziele der Atomkraftgegner bestehen einerseits darin, die Leute zu motivieren, und andererseits in einem Fernziel, eine Bürgerinitiative aufzubringen, welche den Bau des 1984 geplanten Atomkraftwerkes Inwil verhindern könnte.

Breites Spektrum erfassen

In der Plattform sind die wichtigsten Ziele der Bewegung aufgezeichnet. Man möchte ein möglichst breites Spektrum schaffen, so dass möglichst viele Leute beitreten können. Dem Verein können alle Personen beitreten, und er ist nicht an eine politische Gruppierung gebunden, sympathisiert aber mit derjenigen, welche gleiche Ziele wie der Verein hat. Die AKW-Gegner halten in der Plattform fest, dass man nicht gegen das Wirtschaftswachstum sei, sondern nach alternativen Energiekonzepten suche.

Nationalratskandidaten befragen

Der Verein hat bereits konkrete Vorstellungen, wie das Tätigkeitsprogramm in der nächsten Zeit aussehen soll. Im Hinblick auf die kommenden Nationalratswahlen sollen die Kandidaten der verschiedenen Parteien Stellung zum Atomkraftwerkproblem nehmen. In den Zuger Schulen soll eine Informationskampagne gestartet werden, die im nächsten Winter anlaufen soll. Daneben soll ein Bulletin, das ungefähr zehnmal im Jahr erscheint, die Zuger Bevölkerung auf die Probleme der Atomkraft und auf die Tätigkeit des Vereins aufmerksam machen.

Die Organe des Vereins bestehen aus der Vollversammlung der eingeschriebenen Mitglieder und einem siebenköpfigen Ausschuss. Dieser hat die Aufgabe, die Beschlüsse der Vollversammlung auszuführen, die Versammlung vorzubereiten, und ist verantwortlich für administrative Aufgaben, insbesondere der Herausgabe des «ZAG-Bulletins».

«Zuger Tagblatt», Zug, 10. September 1979

Schweizer Kernkraftwerke sind sicherer

Bern, ddp. Die Schweizer Bevölkerung ist grundsätzlich genügend vor den möglichen Gefahren aus Kernkraftwerken geschützt, doch soll die Sicherheit mit einigen ergänzenden Massnahmen noch weiter ausgebaut werden. Diese Schlussfolgerung zieht der 2. Zwischenbericht der Abteilung für die Sicherheit der Kernanlagen (ASK) im eidgenössischen Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement (EVED) aus dem Störfall im amerikanischen Kernkraftwerk Harrisburg vom 28. März 1979, der am Donnerstag veröffentlicht wurde.

Die 70seitige Untersuchung bestätigt einen ersten Bericht vom Mai, wonach der Eintritt eines ähnlichen Unfalls in der Schweiz «wesentlich unwahrscheinlicher» ist. Insbesondere gebe es keinen Grund, den Betrieb der schweizerischen Kernkraftwerke für die Hebung der Sicherheit vorübergehend einzustellen. Verbessert werden soll vor allem eine gut koordinierte Information der Bevölkerung sowie die Notfallplanung in der weiteren Umgebung solcher Werke. Die Mehrzahl der Verbesserungen soll bis in etwa einem Jahr bereits verwirklicht sein. Die ASK war nach dem Störfall in Harrisburg mit einer Untersuchung über die Sicherheit der in der Schweiz in Betrieb stehenden Kernkraftwerke betraut worden.

Die Untersuchung geht davon aus, dass, trotz aller Vorsichtsmassnahmen, Störungen infolge technischer Defekte oder menschlicher Fehler nicht auszuschliessen sind. Deshalb ist eine Reihe von gestaffelten Sicherheitseinrichtungen nötig. Harrisburg gebe kein Indiz für eine generelle Untauglichkeit dieses Grundkonzeptes der nuklearen Sicherheit, heisst es in dem Bericht. Vielmehr sei beim Unfall in Harrisburg die Umsetzung der Massnahmen in die Praxis mangelhaft gewesen. Für die Schweiz könne die Aussage im ersten Zwischenbericht vom 8. Mai wiederholt werden, dass wegen der wesentlichen Unterschiede in der Bauart der Kernkraftwerke sowie wegen der breit und vertieft angelegten Ausbildung des Betriebspersonals der Eintritt eines solchen Ereignisses «wesentlich unwahrscheinlicher» ist.

Grundsätzliche Anpassungen zur Verhinderung oder Beherrschung von derartigen Störfällen seien deshalb nicht erforderlich. Hingegen wurden bei den Betriebsvorschriften alle in Betrieb stehenden Werke sowie in der automatischen Auslösung einiger Sicherheitssysteme Verbesserungen durchgeführt. Mittel- und langfristig werden nun noch ergänzende Massnahmen geprüft, die zur Verbesserung der Situation nach einem schweren Unfall wirksam werden sollen. So will die ASK bis Ende 1979 ein bereinigtes Konzept vorlegen, das die Kommunikation zwischen den von einem Unfall betroffenen Stellen sicherstellen soll. In Harrisburg hatten die Informationsprobleme zu Schwierigkeiten geführt. Ferner will der Alarmausschuss das Bundesamt für Gesundheitswesen ersuchen, zu den medizinisch-pharmazeutischen Fragen im Zusammenhang mit der vorsorglichen Abgabe von Jodtabletten an die Bevölkerung Stellung zu nehmen. Im Bereich der Notfallplanung ist das Alarmsystem, laut dem Bericht, heute erst in der unmittelbaren Umgebung der Kernkraftwerke mit einem Radius von zwei bis vier Kilometern verwirklicht. Für eine weitere Umgebung bis zu 20 Kilometern sei es im Aufbau begriffen und werde in wenigen Jahren einsatzbereit sein. Die Auswahl und Ausbildung des Kernkraftwerkpersonals schliesslich habe sich in der Schweiz generell als zweckmässig erwiesen, weshalb auf diesem Weg fortgeschritten werden soll. Die überwiegende Mehrzahl dieser Zusatzmassnahmen soll bis in etwa einem Jahr bereits verwirklicht sein.

«St. Galler Tagblatt», St. Gallen, 14. September 1979

Schwätzer Franz Jaeger und Demagoge Theo Ginsburg

Scharlatanerie der «Energie-Stiftung»

Schon in den Debatten um die Atomverbotsinitiative hat sich Nationalrat Dr. Franz Jaeger als arroganter Schwätzer profiliert. Dieser Tage hat er wieder in gleicher Weise von sich hören lassen, in seiner Funktion als Präsident der «Schweizerischen Energie-Stiftung» (SES). Nach der Generalversammlung des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätswerke (VSE) forderte Jaeger, die Energiepolitik müsse den «Monopolbetrieben» entrissen und dem Souverän in die Hand gegeben werden. (Versteht sich vielleicht die «SES» als der Souverän?)

Wenn man durch unser Land fährt (oder wandert), kann man überall sehen, dass eine wilde Bauerei, vor allem an Einfamilienhäusern, im Gange ist. Mit was sollen wohl all die vielen neuen Häuser geheizt werden? Wollen die Frauen in diesen neuen Häusern zurück zum Waschbrett (natürlich mit kaltem Wasser, versteht sich)? Sicher werden diese neuen Häuser auch nicht mit Petrollampen oder Kerzen beleuchtet werden, und Elektroherd und Kühlschrank werden auch kaum fehlen! Sind es nicht Stimmbürger, also «der Souverän», welche hinter den zahlreichen Bauvorhaben stehen? – Was soll also das Geschrei um die Energiepolitik und den Souverän? Es sei im übrigen daran erinnert, dass die Elektrizitätswerke zum grössten Teil im Besitz der öffentlichen Hand, also der Gemeinden und Kantone, sind. Wir wählen als Stimmbürger in Gemeinden und Kantonen unsere Behördenvertreter, und diese sind somit verantwortlich unter anderem auch für die Energiepolitik und für die Investitionen der Elektrizitätswerke, die keine «Monopolbetriebe» sind.

Hinter Jaeger steckt als Vizepräsident der SES auch Dr. Th. Ginsburg. Er spricht immer von «Sachzwängen», welche durch den Bau von Kernkraftwerken geschaffen würden. – Die eigentlichen Sachzwänge sind aber längst durch das Bevölkerungswachstum (nicht nur bei uns!) geschaffen worden. Es ist Demagogie, dies immer wieder anders darzustellen. Es ist auch Demagogie, wenn Ginsburg behauptet, der VSE und die (nicht existierende) «Atomlobby» seien anmassend und wollten keine Sparmöglichkeiten fördern. Es ist auch unhaltbar zu behaupten, mit Dieselwärmepumpen lasse sich unsere Erdölabhängigkeit (1978 noch immer auf der traurigen Rekordhöhe von über 75 Prozent in unserer Energiebilanz!) wesentlich verringern. Da die Schweiz praktisch keine Ölkraftwerke hat, kann durch den eingesparten Stromverbrauch (Diesel-Wärmepumpe statt Elektro-Wärmepumpe) kein Erdöl ersetzt werden. Es müsste sogar für die propagierten Blockheizkraftwerke mehr Öl importiert werden, damit Wasserkraft und Uran eingespart werden könnte. – Die Wärme-Kraft-Koppelung hat Ginsburg an der Pressekonferenz

der SES als positiv erwähnt, weil es ihm gerade passte. Sonst läuft er dagegen Sturm, wie zum Beispiel anlässlich eines Podiumsgesprächs in Baden vom 25. Juni 1979 über das Projekt «Transwaal». – Mal so, mal anders, wie es gerade nützlich erscheint.

Um einen weiteren kräftigen Anstieg des Energieverbrauches zu verhindern, müssten wir den gegenwärtigen Bau-Boom, vor allem an Einfamilienhäusern, komplett stoppen und nur noch den Ersatz von Abbruchwohnungen mit nicht höherem Wohnkomfort bewilligen! Alles, was dies nicht berücksichtigt, ist leeres Geschwätz. *H. Basler, Nussbaumen*

Leserbrief aus «Freiämter Tagblatt», Wohlen, 21. September 1979

«Forschungsaufwand für Atomenergie angemessen»

sda. Der Anteil der schweizerischen Forschungsaufwendung für wirksamere Energienutzungstechniken, erneuerbare Energien und Energiesparen macht nach Auskunft des Bundesrates schon heute einen wesentlichen Betrag aus, der aber im Rahmen der verfügbaren Mittel in Zukunft «noch zu steigern sein wird». In diesem Sinne antwortet die Landesregierung auf eine einfache Anfrage von Nationalrat Alexander Euler (SP, BS), der das «augenfällige Übergewicht» der Forschungsbeiträge für die Nukleartechnologie kritisiert hat.

Die Beiträge der öffentlichen Hand und der privaten Stiftung Nationaler Energie-Forschungs-Fonds (NEFF) an die Energieforschung hat 1978 total 69,3 Millionen Franken betragen. Der Anteil der Aufwendungen für erneuerbare Energien (Sonne, Biomasse, Geothermie) betrug 14,3 Prozent, jener für die Kernspaltung 44 Prozent und für die Kernfusion 21 Prozent. «Es ist zu beachten, dass die Kernenergie auch in Zukunft einen Teil unseres Energiebedarfs decken wird und dass wir daher in der Schweiz den Kontakt mit der technischen Entwicklung behalten müssen, nicht zuletzt zur Verbesserung der Sicherheit», betont die Landesregierung.

«Luzerner Neuste Nachrichten», Luzern, 15. September 1979

Wer sitzt in Energiekommission?

sda. Eine 21 Mitglieder umfassende Eidgenössische Energiekommission unter dem Vorsitz des Tessiner Regierungsrates Fulvio Caccia wird den Bundesrat und das Eidgenössische Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement (EVED) in allen wichtigen energiepolitischen Fragen beraten. Die Schaffung dieses Gremiums, das namentlich auch den Bedarfsnachweis von Kernkraftwerken zu beurteilen hat, ist am vergangenen Montag vom Bundesrat beschlossen worden. Jetzt hat das EVED die Namen der Kommissionsmitglieder bekanntgegeben.

Die Eidgenössische Energiekommission löst die inzwischen aufgelöste Eidgenössische Kommission für die Gesamtenergiekonzeption ab. Sie besteht aus Vertretern der Energiewirtschaft, der grossen Wirtschaftsverbände, der Wissenschaft, des Umweltschutzes und der Alternativenergien, der Kantone und Gemeinden sowie der Konsumenten.

Die Namen

In der Energiekommission sitzen folgende Persönlichkeiten:

Präsident: Dr. sc. tech. ETH Fulvio Caccia, Regierungsrat, Cadenazzo

Energieträger: Ölwirtschaft: Dr. Georg Stucky, Regierungsrat, Geschäftsführer der Erdölvereinigung, Zürich

Gaswirtschaft: Eric Georgis, Präsident der Gaznat, Vevey

Elektrizitätswirtschaft: Hanspeter von Schulthess, Direktor EWZ, Präsident des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätswerke, Zürich

Kohle: Dr. iur. Willy Bosshardt, Direktor der Ruhr- und Saarkohle AG, Basel

Wissenschaft, Umwelt, Alternativenergien: Wirtschaftswissenschaft: Prof. Peter Tschopp, Universität Genf

Umweltschutz und Alternativenergien: lic. oec. Elmar Ledergruber (INFRAS), Zürich; Anne Petitpierre, Rechtsanwältin, Genf; PD Dr. Ladislaus Rybach, Präsident der Fachkommission für die Nutzung geothermischer Energie und die unterirdische Wärmespeicherung, Zürich; Prof. Pierre Suter, Präsident der Expertenkommission für die Nutzung der Sonnenenergie, Lausanne; Dr. sc. tech. Rolf W. Peter, Wissenschaftlicher Berater, Migros-Genossenschaftsbund, Zürich

Wirtschaftsverbände: Vorort: Dipl.-Ing. ETH Borgeaud, Präsident des Vereins Schweiz. Maschinenindustrieller (VSM), Generaldirektor der Fa. Sulzer, Winterthur

Gewerbeverband: Dr. Balz Horber, Sekretär des Schweiz. Gewerbeverbandes, Bern

Bauernverband: Dipl.-Ing. agr. Hans Dickenmann, Vizedirektor des Schweizerischen Bauernverbandes, Brugg

Gewerkschaften: Dr. Benno Hardmeier, Sekretär des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes, Bern; Dr. Bruno Gruber, Sekretär des Christlich-Nationalen Gewerkschaftsbundes der Schweiz (CNG), Bern

Kantone, Städte: Kantone: lic. iur. Tobias Kuoni, Regierungsrat, Graubünden; Dipl.-Ing. Hans Scheller, Direktor des Gas- und Wasserwerkes Bern, Präsident der Fachkommission für die Fernwärmeversorgung, Bern

Konsumenten: Grossverbraucher: Dipl.-Ing. Werner Strebel, Stellvertretender Direktor der Ciba-Geigy, Präsident des Energiekonsumentenverbandes der Industrie, Basel

Kleinkonsumenten: Andrée Marchon, Fédération romande des consommatrices, Genf

Vertreter der Kommission GEK: Dipl.-Ing. Michael Kohn, Präsident des Verwaltungsrates der Motor-Columbus AG, Präsident der GEK, Zürich.

«Thuner Tagblatt», Thun, 28. September 1979

Als Vorbild: die elektrische Schweiz

In der Zeit zwischen den beiden Weltkriegen hat die Schweiz eine bemerkenswerte Pioniertat vollbracht: die Elektrifizierung ihrer Eisenbahnen. Was bisher rauchend und die Umgebung verrussend durch unser Land gefahren war, kam fortan ohne Verseuchung der Luft daher. Diese Umstellung war ein gewaltiger Beitrag im Kampf gegen die Umweltverschmutzung. Sie hat uns auf der ganzen Welt Anerkennung eingetragen und ist vielerorts nachgeahmt worden. Die mit Elektrizität betriebenen Bahnen wurden zum Vorbild und haben das Ansehen der Schweiz in allen Kontinenten gehoben.

Voraussetzung war allerdings, dass genügend Strom zur Verfügung stand. Auch hier hat unser Land Pionierdienste geleistet. Unsere Grossväter erkannten rechtzeitig, dass wir uns als wasserreiches Gebiet die grossen Höhenunterschiede zur Erzeugung von Elektrizität nutzbar machen können. Wir überliessen jedoch die Aufgabe nicht einfach den Privaten, sondern gründeten in Anlehnung an die alten Genossenschaften Zweckgemeinschaften, bei denen die öffentliche Hand durch Gemeinden und Kantone meist die Mehrheit der Anteile erhielt.

Zweite Voraussetzung war eine leistungsfähige Elektrizitätsindustrie. Sie wurde von weitsichtigen Männern geschaffen und gibt heute Hunderttausenden von Einwohnern Arbeit und Brot. Die schweizerischen Elektromotoren, Turbinen, Lokomotiven, Triebwagen und Haushaltgeräte haben Wesentliches zum guten Ruf unserer Qualitätsprodukte beigetragen. Wir konnten einen wichtigen Zweig unserer Exportindustrie aufbauen und damit einer breiten Schicht der Bevölkerung zu einem hohen Lebensstandard verhelfen, um den uns viele andere Völker beneiden.

Wichtig wurde in der Folge, dass die Elektrizitätswirtschaft dafür sorgte, dass der steigende Strombedarf jederzeit befriedigt werden konnte. Denn was nützen Geräte aller Art, wenn immer wieder der Strom abstellt? – wie dies in andern Ländern bei geringsten Störungen öfters passiert. Dazu sind nicht nur wetterfeste Einrichtungen notwendig, sondern auch Berechnungen über den Zukunftsbedarf. Dieser ist in den Zeiten der Hochkonjunktur sprungartig gestiegen, hat aber auch in den Jahren der Rezession zugenommen. Nur Romantiker können von einem Nullwachstum schwärmen.

Als der Weiterausbau der Ausnützung der Wasserkräfte zu Ende ging – und auch der Landschaftsschutz Einhalt gebot –, war es Aufgabe der Elektrowirtschaft, sich nach neuen Stromerzeugungsverfahren umzusehen. Gemäss den Pionierleistungen im Rahmen der Eisenbahnelektrifizierung wollte man nicht zu

rauchenden Kohlen- oder Ölkraftwerken übergehen, sondern wagte sich ins Neuland der friedlichen Verwertung der Kernenergie vor. Sie gab der rohstoffarmen Schweiz die Chance von genügendem Strom für die kommenden Jahrzehnte.

Es gibt nichts Verfälschenderes, als in unserem Land von einer «Atomlobby» oder vom dunklen «Elektrokapital» zu reden, wie dies die Gegner der Kernenergie gerne tun. Wer sind denn diese angefeindeten Grössen? Wir selbst, wir, die Mehrheit der Bürger! Wir alle geniessen seit Jahrzehnten die Früchte einer erfolgreichen Elektrizitätspolitik – und möchten sie nicht mehr missen.

Und wenn – wie das jetzt bei Kaiseraugst der Fall ist – eine Region (Basel) gegen den Bau eines Kernkraftwerkes Sturm läuft, dann soll diese Region, ehe sie protestiert, zeigen, dass es ihr mit Stromsparen ernst ist und dass sie nicht allen anderen genau jenen Strom wegnimmt, dessen Produktion sie nicht gestattet und auf dessen Nutzung sie nicht verzichten will. *Martin Berger*

«Generalanzeiger», Aarau, 27. September 1979

Grosser Markt für kleine Öfen

Die starke Erhöhung der Erdölpreise weckt unmittelbar neue Bedürfnisse. Eindrückliches Beispiel dafür bildet der derzeitige Nachfrageboom nach elektrisch betriebenen und nicht bewilligungspflichtigen «Heizöfeli». Die wichtigsten Anbieter in diesem Bereich verzeichneten in den ersten zehn Monaten 1979 Zuwachsraten von weit über 300 %. Elektrospeicherheizungen erfreuen sich ebenfalls wachsender Beliebtheit: Die Wachstumsziffern bei meist beträchtlichen Investitionen liegen über 20 %.

Die Verkäufer von Heizlüftern, Konvektoren und Ölradiatoren reiben sich die Hände: Die Kunden reissen sich um alle Arten von elektrischen «Heizöfeli». Die Firma Rotel in Aarburg mit insgesamt rund 300 Mitarbeitern gilt als Marktleader im Sektor ölgefüllter Elektroöfen und verkaufte bis Ende August nach eigenen Angaben 380 % mehr solcher Geräte als in der gleichen Vorjahresperiode. Der Verkaufschef von Rotel erklärt die Verkaufswelle laut einer Umfrage bei Kunden wie folgt: Die elektrischen Kleinöfen werden vor allem aus Sparüberlegungen in der Übergangszeit an Stelle der Zentralheizung eingesetzt. Ferner nimmt die Zahl der Hausbesitzer zu, die den Mietern mitteilen, dass die Heizung dieses Jahr zu einem späteren Zeitpunkt in Betrieb genommen wird, und die durchschnittliche Zimmertemperatur tiefer als in den Vorjahren (z. B. auf 18 Grad) festlegen. Als Gegenmassnahme und aus Angst, bei einem vorzeitigen Kälteeinbruch im Wintermantel vor dem Fernseher sitzen zu müssen, wurden die elektrischen Heizöfen vorsorglich bereits in den warmen Sommer- und Spätsommermonaten eingekauft. Der Verkaufsboom kommt vor allem Fabriken in Italien und Deutschland zugute, deren Kapazität jedoch bereits zu 100 % ausgelastet ist. Hält der Andrang an, kann die Nachfrage kurzfristig nicht mehr befriedigt werden.

Ausgezeichnete Absatzchancen

Auch bei der Firma Jura in Niederbuchsiten zeigt man sich befriedigt über die ausgezeichneten Absatzchancen für transportable Elektroöfen, um so mehr als das Unternehmen im Bereich der Heizlüfter und Konvektoren teilweise noch selbst Geräte produziert. Von den insgesamt 500 Arbeitnehmern sind rund 100 im Bereich elektrische Heizung beschäftigt. Der Verkaufsleiter der Jura schätzt den gesamten schweizerischen Markt für elektrische Kleinheizungen auf 100 000 Geräte im Jahr. Bei den ausschliesslich importierten Ölradiatoren – auch die Firma Jura als zweitwichtigster Anbieter in der Schweiz verkaufte bis Ende August weit über 300 % mehr als in derselben Vorjahresperiode – befürchtet das Unternehmen auf den Herbst hin einen Engpass, da bei den ausländischen Lieferfirmen kaum noch zusätzliche Geräte kurzfristig nachbestellt werden können und die Lager in der Schweiz praktisch leergekauft sind. Zudem halten sich die ausländischen Produzenten vor grossen Neuinvestitionen (kostspielige Schweißstrassen) zurück, da nicht mit der dauernden Aufblähung der Nachfrage gerechnet wird: Einerseits kann sich die Energiesituation und damit das Verhalten der Konsumenten wieder ändern, andererseits wird früher oder später mit einer Marktsättigung gerechnet.

Interesse für Elektrospeicher

Etwas anders präsentiert sich der Markt festinstallierter elektrischer Raumheizungen. Anbieter sind vornehmlich mittelgrosse Schweizer Unternehmen und Importeure (Siemens, AEG, Bauknecht). Das Interesse nahm seit der letzten Erdölkrise auch in diesem Bereich deutlich zu. Die Umsatzzunahmen bewegen sich in der Grössenordnung von 20 bis 30 %. Der im Vergleich zu den «Stecköfeli» verhältnismässig geringe Zuwachs für festinstallierte Elektroheizungen erklärt sich vor allem durch die meist länger dauernde Projektierungszeit bei Neuinvestitionen und Umstellungen in Altbauten. Ferner erfordert jede Installation die Bewilligung durch das zuständige Elektrizitätswerk.

Die Produzenten und Importeure solcher Anlagen erwarten aber einen langfristig wachsenden Markt: Der Unternehmer Robert Mantel in Elgg rechnet in den nächsten Jahren ebenfalls mit jährlichen Wachstumsraten zwischen 25 und 30 % und tätigt hoffnungsfroh die notwendigen Erweiterungsinvestitionen in seinem Betrieb. Neben der gestiegenen Nachfrage nach Elektroheizanlagen konstatiert die Firma Mantel seit dem letzten Erdölschock auch eine solche nach Kachelöfen, die meist als Zweitheizungen eingesetzt und mit alternativem Brennmaterial betrieben werden können.

Was halten die Elektrizitätswerke von der sprunghaften Zunahme der Anfragen für die Einrichtung fester elektrischer Raumheizungen? Der Verband Schweizerischer Elektrizitätswerke (VSE) sieht im Bereich festmontierter Anlagen keine Gefahr von Netzüberlastungen, da das einzelne Elektrizitätswerk durch die Bewilligungspflicht je nach Verteilnetz in ihrem Gebiet die Expansion steuern kann. Zudem sind zurzeit nur rund 2,3 % der Wohnungen oder 57 500 Wohnhäuser in der Schweiz mit elektrischer Raumheizung ausgestattet. Schliesslich nutzen die Speicherheizungen vorwiegend den Nachtstrom, der in genügender Menge zur Verfügung steht. Laut VSE könnten ohne Erweiterung des Hochspannungsnetzes gesamtschweizerisch im Durchschnitt 8–10 % sämtlicher Wohnungen an dieses Nachttarifnetz angeschlossen werden. Zurzeit macht der Anteil der Raumheizung am gesamten Stromverbrauch nur 2,5 % aus.

Kehrseite der Substitution

Sorge bereitet den Kraftwerken hingegen der unkontrollierte «Heizöfeli-Boom». Das drohende Einschalten von ca. 2 Mio Kleinheizgeräten während der ersten kühlen Herbsttage könnte zu nicht voraussehbaren Höchstbelastungen führen. Die St. Gallisch-Appenzellischen Kraftwerke ersuchten z. B. ihre Abonnenten um Zurückhaltung beim Einsatz transportabler Heizgeräte; andernfalls müsse in Extremfällen sogar mit lokalen Stromausfällen gerechnet werden. Auch der Direktor der Centralschweizerischen Kraftwerke, Franz Dommann, wies kürzlich in einem Vortrag auf die Gefahren der «wilden Substitution» hin, «wenn sie in grösserem Masse praktiziert würde, weil dann lokale oder gar regionale Überlastungen der Leitungen, der Transformatoren-Stationen oder gar der Unterwerke eintreten könnten, was zu Stromunterbrüchen Anlass geben muss».

Die Kernkraftgegner sehen die Umstellung vom Öl auf Strom in jedem Fall höchst ungern. Denn je mehr auf Elektroheizungen umgestiegen wird, desto rascher steigt der gesamte Energieverbrauch, was den Befürwortern der Kernenergie neue Argumente für den forcierten Ausbau in die Hand spielen würde. Zudem – so heisst es – würden die Tarife über kurz oder lang steigen, was den kurzfristigen Preisvorteil im Vergleich zum Erdöl wieder zunichte machen würde. Die Tatsache bleibt aber bestehen, dass sich die Masse der Konsumenten aus Angst vor Kälte und unberechenbaren, erneuten Teuerungswellen im Heizölbereich kurzfristig und teilweise wohl auch kurzsichtig umstellt, was auf der Seite der Produzenten neue Marktchancen aufdeckt, die nach Möglichkeit voll ausgenützt werden. *Reinhardt Büchi*

«Basler Zeitung», Basel, 22. September 1979